

HORIZONS

«L'école gagnerait à tirer parti de l'expertise des enseignants»

| ÉDUCATION | Les professionnels de la formation devraient-ils être davantage contrôlés pour améliorer les résultats des élèves? Et si oui, par qui? Un colloque aura lieu les 4 et 5 juin pour cerner ces questions

Les enseignants font régulièrement les frais de la critique liée aux résultats scolaires des élèves. Face à la vindicte populaire ou à l'opprobre de la classe politique, les professionnels de la formation ne devraient-ils pas modéliser une forme de contrôle à laquelle ils se voient de toute façon de plus en plus contraints? Selon Olivier Maulini, maître d'enseignement et de recherche à la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation, les milieux scolaires gagneraient à reprendre la main sur le sujet. Entretien à l'aube du colloque international LIFE, qui aura lieu début juin à Uni Mail.

Le colloque est centré sur le thème du contrôle du travail des enseignants. Pourquoi ce choix?

Olivier Maulini: Notre groupe de recherche travaille sur la question des pratiques pédagogiques à l'école. A ce titre, nous nous intéressons à la réalité professionnelle des enseignants. En lien avec l'évolution de la société, la pratique et le statut des enseignants changent. En fait, la figure classique de l'instituteur ou du professeur est de plus en plus remise en question. A mesure que son statut est rediscuté, évalué, l'enseignant voit son travail de plus en plus contrôlé et encadré. Le colloque a justement pour objectif de comprendre sous quelles conditions le travail de contrôle peut contribuer non seulement à l'activité des élèves et à leurs apprentissages, mais aussi au développement des compétences des enseignants.

Le changement va-t-il de soi?

Le contrôle est un thème qui demeure

tabou dans le milieu scolaire. Les enseignants restent, pour une part importante du public, ceux qui détiennent le savoir, qui maîtrisent. Ce statut de figure d'autorité est en train de s'éroder, y compris au sein même du corps enseignant. Des syndicats ou des associations sont d'ailleurs souvent les fers de lance de la contestation pédagogique; ils sont les premiers à porter le débat de l'école sur la place publique. Ce faisant, ils participent eux-mêmes à remettre en cause leur statut d'autorité.

Les enseignants représentent-ils un cas particulier?

Non. On ressent un mouvement de fond qui touche toutes les professions liées à l'humain. Ce mouvement est marqué dans les pays anglo-saxons. Il s'imprime maintenant très fortement dans le milieu de l'éducation, où l'on voit fleurir des études comparatives, comme PISA.

Quel est l'enjeu de ces études?

On cherche à unifier les pratiques pour pouvoir comparer, évaluer les différents systèmes éducatifs et scolaires. On peut par exemple présenter HarmoS (*l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire*, ndlr) comme un projet de contrôle et de régulation au niveau suisse. Une fois les standards définis,



Olivier Maulini

on mesure - ou on prétend mesurer - le travail pédagogique à travers les résultats des élèves. En même temps, on cherche à donner des gages immédiats de fiabilité en édictant des règles, des méthodes qui contraignent le travail enseignant.

On mesure l'efficacité des méthodes des enseignants à l'aune des performances des élèves...

C'est là où réside le paradoxe. On utilise des études centrées sur les résultats pour évaluer les performances des méthodes d'enseignement. Si l'on va au bout de la logique, on peut accorder aux enseignants une relative autonomie pour juger si leurs pratiques sont adaptées. Mais la société, bien souvent à travers le pouvoir politique, a la tentation de brider l'autonomie des professionnels. Ce qui se traduit par de grands débats, comme le retour des notes à l'école.

Comment les enseignants ressentent-ils ce contrôle?

Il n'y a pas de réaction unique. Les perceptions d'un enseignant de la petite enfance et d'un professeur de collège ne sont évidemment pas identiques. Et au sein même d'un groupe, on observe une ambivalence naturelle: certains enseignants demandent davantage de liberté dans la pratique de leur profession, alors que d'autres vont réclamer un cadre plus rigide, garant de davantage de protection.

Quelles sont les conséquences sur les politiques de formation?

Il existe des phénomènes troublants: sous l'impact des mêmes résultats

aux études comparatives, des décisions politiques se croisent. Par exemple, les résultats de l'étude PISA ont mené plus ou moins directement à la décision d'augmenter le temps de travail des élèves à Genève, alors qu'en France, c'est exactement le contraire. En France toujours, un mouvement de fond inquiétant est en train de se produire: on réduit à presque rien la part pédagogique dans la formation des enseignants au motif que la pratique est suffisante. Cette tentation de déqualifier peut exister en Suisse aussi.

Entre contrôle et auto-contrôle, existe-t-il un juste milieu?

La question est de savoir qui a autorité pour juger de ce qu'un élève a appris ou non. Et, au final, qui évalue le contrôle des connaissances et de l'enseignement. Certains plaident pour un auto-contrôle personnel, l'enseignant étant alors seul juge de son travail. On peut lui opposer un modèle d'auto-contrôle collectif, avec une discussion au sujet des pratiques professionnelles. Comment les enseignants codifient-ils ces pratiques? Comment peuvent-ils les transmettre? Pour moi, il est clair que le milieu scolaire a intérêt à s'appuyer sur l'intelligence collective des enseignants, lesquels sont les mieux placés pour traiter ces questions essentielles. Reste à préciser sous quelles conditions et comment doit s'exercer une forme de contrôle de leur travail qui est devenue incontournable. ■

| Pour en savoir plus |

www.unige.ch/fapse/life/colloque

IMPRESSUM

| le journal |

Université de Genève
Presse Information Publications
24, rue Général-Dufour
1211 Genève 4
lejournald@unige.ch
www.unige.ch/lejournald
Secrétariat, abonnements
T 022 379 77 17 | F 022 379 77 29

Responsable de la publication

Didier Raboud

Rédaction

Alexandra Charvet, Sylvie Déléze, Jacques Erard, Sylvie Fournier, Vincent Monnet, Fanen Sisbane, Pascal Vermot
Correctrices
Alexia Payot, Samira Payot

Conception graphique

Jeremy Maggioni, Lucia Monnin

Impression

Atar Roto Presse, Vernier

Tirage

7 000 exemplaires

*Reprise du contenu des articles autorisée avec mention de la source.
Les droits des images sont réservés.*

| Prochaine parution |

jeudi 10 juin 2010



UNIVERSITÉ DE GENÈVE